DIAL 2782

CHILI - 200 millions de caisses de fruits chiliens : Les conditions de vie des travailleuses saisonnières

Rivera Westerberg

mardi 1er février 2005, mis en ligne par Dial

Lorsque les fruits chiliens nous séduisent aux étals des marchés par leurs couleurs et symbolisent chez nous un soleil qui se fait rare au cœur de l'hiver, pensons-nous qu'ils portent en eux, anonymement, les conditions de travail inhumaines que les grandes entreprises d'agro-business imposent aux quelques 200 000 femmes qu'elles emploient ? Des associations indépendantes stimulent ces femmes pour qu'elles se regroupent dans des organisations professionnelles capables de défendre leurs droits. Article de Rivera Westerberg, paru dans Pastoral Popular *(Chili), novembre-décembre 2004.*

Des cocktails, bien sûr ; des vêtements bien coupés, des sourires, des réserves en banque, de la satisfaction. Des larmes aussi, car si les peines appartiennent aux femmes, les fruits sont à autrui.

Quel est le prix de vente d'une caisse de fruits « Produce of Chile » et quel est le prix payé à celui qui récolte, emballe et laisse sa vie dans les champs ? C'est sur la misère des derniers esclaves de la modernité que se construit la nouvelle et terrible mythologie chilienne. L'économie progresse.

Avec la sortie du port de Valparaíso du bateau qui a transporté jusqu'aux ports d'outremer, entre autres marchandises, la caisse n° 200 000 000 qui contenait des fruits récoltés au Chili, tout « le pays » a su définitivement qu'il avait consolidé sa position de fournisseur fiable de produits de cette nature de première qualité. Les fameux rayons de soleil de la campagne sud-américaine que nous connaissons bien, ont resplendi à l'intérieur de cette caisse - celle qui porte le numéro 200 000 000 parmi toutes les caisses exportées ces dernières années.

Chaque pomme, chaque poire et grappe de raisins, chaque sac de légumes congelés (pouvant convenir au micro-ondes), laissent toutefois un petit vide obscur dans le pays. Grosso modo, une caisse de fruits du Chili est vendue à l'extérieur à un prix qui oscille entre 12 et 15 dollars ; ceux qui la préparent pour l'embarquement ne perçoivent pas plus de 12 centimes de la même monnaie.

« L'empire » de l'agro-exportation, dans ce domaine, se construit - littéralement - sur la misère et le sang d'un nombre indéterminé de femmes, mais qui en aucun cas n'est inférieur à 200 000 personnes : toutes sous le seuil de pauvreté, se déplaçant entre les frontières imprécises - mais dramatiques - de l'indigence. Selon l'économiste Marc Kremerman, de la fondation Terram, « Lorsque le gouvernement déclare qu'un peu moins d'un Chilien sur cinq est pauvre, il commet une erreur technique et viole la dignité des personnes. A proprement parler, nous n'avons pas 18,8% de la population en situation de pauvreté, mais 18,8% qui sont sous une ligne de pauvreté établie selon les règles de la consommation de 1986, et qui s'appelle ' satisfaction des besoins minimaux des personnes '. Croyez-vous que quelqu'un qui reçoit 45 000 pesos [1] par mois a cessé d'être pauvre ? »

« En réalité, si nous nous mettons à compter les pauvres, comptons-les correctement, pour qu'au moins on ait une idée proche de la réalité et de la quantité de Chiliens qui vivent très mal. On comprend bien que ce serait une mauvaise affaire pour le gouvernement de reconnaître comme pauvre 60% de la population qui, selon l'enquête CASEN, compte sur moins de 100 000 pesos [2] pour survivre » [3].

La terre est irriguée par la vie

Les travailleuses saisonnières de l'agro-exportation ne réalisent pas seulement leurs tâches dans un cadre de précarité extrême mais elles vivent, en plus, dans cette même précarité. Les remarquables indices de croissance que le gouvernement et quelques entreprises affichent souvent n'établissent aucun lien avec les conditions réelles dans lesquelles vivent les forces vives du travail qui contribuent à les rendre possibles.

Au mois de février, par exemple, deux femmes et un enfant sont décédés ; et 68 personnes furent blessées quand l'autobus qui les transportait - autorisé pour 45 passagers - est tombé avec 71 voyageurs à bord dans un marais au sud du Chili. Ils allaient travailler à la cueillette des fruits, embauchés (c'est une façon de parler) par une « société informelle de recrutement ». Une « société de recrutement » est une sorte d'entreprise qui, de connivence avec la compagnie agricole - les propriétaires de la plantation - fournit du travail pour la saison de la cueillette.

Environ 50% des travailleuses saisonnières vont au travail sans contrat légal et ne jouissent d'aucune sorte de prévision sociale ; elles n'auront jamais de retraite, elles ne disposent d'aucun service médical, elles mangent à même la terre, il n'y a pas de sanitaires sur les lieux de travail, on ne leur donne aucune possibilité de mobilité, leurs enfants sont abandonnés tant que dure la saison ou à la charge de tantes, de grands-mères ou autres personnes qui ne sont plus capables de travailler.

Il n'est pas difficile de constater dans les centres de détention de province destinés à abriter les mineurs délinquants, que la plupart d'entre eux sont des fils de saisonnières. Les centres d'accueil et de soin pour enfants, prévus par le gouvernement pour protéger ces enfants pendant la cueillette des fruits, sont rares et souvent éloignés du lieu de résidence ou du travail de leurs parents.

ANAMURI et la longue marche pour la conscience et le respect envers la femme rurale

Le commencement du « boom » agro-exportateur du Chili se situe pendant la dictature - ce qui explique les conditions sauvages d'exploitation des travailleuses, dont la seule limite était la plus ou moins grande sensibilité de leurs employeurs. Vers 1998 est fondée l'Association nationale des femmes rurales et indigènes (ANAMURI), dont l'objectif est de « contribuer au développement intégral des femmes rurales et indigènes, en considérant les aspects professionnels, économiques, sociaux et culturels » qui touchent leurs vies et activités économiques.

L'association a une représentation nationale, elle regroupe environ 10 000 adhérentes et se déclare indépendante de l'Etat tout comme des organisations politiques chiliennes. Face à la réalité de l'exploitation des salariées de l'agro-exportation, elle stimule la formation d'une organisation professionnelle de ces travailleuses, afin de les représenter, de diffuser, d'encourager et de défendre leurs droits humains et le droit du travail.

En août 2002 ANAMURI a réalisé avec succès une journée à Santiago, à laquelle a assisté le président de la République, qui s'est engagé a faire bouger les rouages de l'Etat pour obtenir les cadres légaux, institutionnels et de protection indispensables à ce secteur. Les femmes sont toujours dans l'attente de véritables solutions.

Pour le secteur de la santé, par exemple, elles doivent avoir un minimum de 4 mois de cotisation par an pour accéder aux soins qu'offre l'Etat aux travailleurs à travers FONASA (Fonds national de la santé). Un nombre infime de salariées - quand il y en a une - de l'agro-exportation arrive à peine à 2 mois de contributions - et elles continuent de se faire soigner au service public, saturé et en faillite, pour indigents.

Lors de cette réunion, Alice Muñoz, présidente de l'Association nationale des femmes rurales et indigènes affirma clairement que les femmes étaient conscientes que la richesse qui enrichissait un peu plus chaque jour les entreprises et appauvrissait davantage les travailleuses passait dans leurs mains. Elle déclara : « La globalisation nous a fait mal, parce qu'elle doit exploiter de façon perverse la vie et les droits humains pour que le modèle économique réussisse. Par exemple, chacun sait que nous travaillons avec des éléments toxiques ou vénéneux. Pourtant les patrons ne nous ont jamais informées de leur dangerosité. L'être humain n'a pas été pris en compte ».

Fruit de qualité, poison plus toxique

Une étude réalisée par le département de Biologie cellulaire de l'Université de Concepción - analyses cytogénétiques auprès de saisonnières de quelques zones du sud - a prouvé que chez les femmes soumises au contact des pesticides, les risques de voir leurs enfants développer l'un ou l'autre type de cancer augmentaient, outre le vieillissement prématuré et les douleurs physiques.

Les pesticides utilisés peuvent pénétrer le corps humain par le biais de la peau, des poumons, du tube digestif, de la prise des aliments et aussi par les yeux. Avec ces produits on traite les champs même au moment de la récolte, et le cas suivant s'est présenté : les nuages toxiques, entraînés par le vent, atteignent des villages ruraux ou des écoles distantes de plusieurs kilomètres de la zone de désinfection.

Comme l'a indiqué un journaliste, aucune personne ne se sent concernée si nous « contaminons par fumigation 40 enfants à Melipilla, pour que les pommes arrivent saines sur les marchés de Londres ou de Philadelphie ». Il s'agit de quelques malaises, quelques vomissements, quelques lésions pulmonaires. C'est sans importance car c'est quelque chose qui arrive à des enfants de rien !

Soledad Duk, biologiste et enseignante à l'Université de Concepción, a fait remarquer que les études sur ce thème ont commencé en 1990, mais que entre 2001 et 2002 le travail s'est concentré sur des points précis dans une zone précise. Bien qu'il s'agisse d'un groupe restreint, l'idée est d'élargir cette surveillance à toute la région.

« On a toujours dit que les saisonnières était un groupe peu exposé aux pesticides parce qu'il n'entrait pas dans leur fonction de les manipuler ; pourtant les résultats individuels ont montré qu'elles étaient bel et bien exposées et en contact avec le produit qui provoque des dérèglements [4] ».

« Dans l'ensemble, les dommages ont un lien avec le cancer, non pas nécessairement dû à des produits chimiques, mais également à des expositions prolongées au soleil sans un minimum de précautions. » Les travailleuses saisonnières courent des risques 3 ou 4 fois supérieurs aux autres travailleuses, ce qui signifie une forte probabilité de présenter des dérèglements dans la reproduction telles que stérilité ou transmission aux enfants.

En Europe ou aux Etats-Unis l'acheteur de fruits chiliens ferait bien de se demander s'il ne dévore pas également peut-être - avec ce morceau symbolique du soleil du sud - un peu de la vie de ceux qui ont travaillé pour que la saveur arrive à son palais.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2782.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : Pastoral Popular (Chili), novembre-décembre 2004.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Environ 54 euros.

[2] Environ 120 euros.

[3] Cf l'article qui peut être lu sur : http://www.portaldelpluralismo.cl/interno.asp ?id=4709

[4] Voir : http://www.rapal.cl/v2/index.php